

défensive, il doit nécessairement exister une alliance commerciale qui devrait être basée sur le principe de la protection. Cette théorie n'a rien qui répugne au principe de la protection. Nous pouvons avoir un tarif protecteur au Canada, tout en accordant une certaine préférence à l'Angleterre et à toutes les autres parties de l'empire. Je crois que l'opinion du peuple anglais se prononcera en faveur du maintien du lien politique actuel, mais rendu plus étroit par une alliance défensive qui amènerait une union commerciale quelconque.

Les membres de la droite se trompent quand ils veulent conclure un traité d'union commerciale avec les Etats-Unis. Notre peuple ne veut pas de cela, car cette mesure, il le sait, aurait pour résultat l'alliance politique. D'un bout à l'autre du pays, notre population demande une union commerciale avec les différentes parties de l'empire, union qui ne l'obligerait pas à abandonner la protection, mais qui lui donnerait l'avantage de rivaliser avec les pays protectionnistes comme le sont les Etats-Unis. Ontario, Québec, les provinces maritimes, le Nord-Ouest espèrent que le tarif sera augmenté de manière à leur permettre de soutenir la concurrence contre les Américains, surtout si ces derniers tentent de vendre à sacrifice en Canada leurs marchandises; notre peuple désire conclure avec la mère patrie une entente basée sur un tarif différentiel.

Nos adversaires disent que notre pays est prospère. Sans doute, la prospérité règne au Canada, mais on pourrait la rendre encore plus grande. Le Nord-Ouest se coloniserait plus rapidement, dans l'est en verrait augmenter le nombre des manufactures et le volume du commerce, et le Canada se développerait aussi rapidement que l'ont fait les Etats-Unis, si nous adoptions le principe d'une protection plus élevée. Ainsi que je l'ai déjà dit, ce que les Etats-Unis et le Canada ont à redouter, ce ne sont pas les trusts formés sous l'empire du tarif, mais les monopoles qui exploitent les services d'utilité publique. Tant que nous consacrerons notre argent à donner plus de force à des monopoles, comme nous le faisons, aujourd'hui, nous n'arriverons jamais à la solution de la question des moyens de transport, mais nous accorderons à ces monopoles l'avantage d'écraser plus facilement le peuple. Mettons fin à cet état de choses, et dépensons les deniers publics de façon à favoriser notre peuple. Voilà ce que je demande, voilà ce que réclame notre population. Celle-ci ne veut pas d'un chemin de fer au fond des bois; elle désire obtenir quelques avantages pour elle-même. Si le gouvernement lui présentait un projet de construction d'une ligne transcontinentale, projet basé sur l'intérêt du pays, il pourrait raisonnablement lui demander son concours. Mais les ministres n'ont rien de semblable à nous offrir: ils n'ont qu'un projet dont l'exécution coûtera énormément cher et qui sera au bénéfice d'une compagnie par-

ticulière. On a soulevé la question de l'autonomie des Territoires du Nord-Ouest. J'ignore quelle mesure dans ce sens sera présentée durant cette session; mais je me déclare partisan du gouvernement par le peuple. La population du Nord-Ouest est prête à assumer la responsabilité de se gouverner elle-même, comme nous, dans Ontario, sommes bien déterminés à maintenir le système que nous avons. Pourquoi n'aurait-elle pas le gouvernement qu'elle se choisirait? Elle est prospère; elle a des écoles et d'autres institutions qui lui permettent de se gouverner elle-même; elle peut administrer ses affaires aussi bien que ce gouvernement peut le faire pour elle. Pourquoi ne pas former des provinces de ces territoires? Le peuple demande des changements, et il ne peut rien obtenir. Mais si le Grand-Tronc ou le chemin de fer Canadien du Pacifique désire quelque chose on voit le grand parti libéral, ce prétendu champion des droits du peuple, faire tous les efforts possibles pour accorder à ces compagnies ce qu'elles demandent. Il n'existe au Canada aucune législation favorisant le peuple, mais chacun apporte sa contribution qui sert à enrichir les grandes compagnies. Cet état de choses doit disparaître. Peut-être l'utilité des mots "conservateur" et "libéral" a-t-elle disparue dans notre pays. Peut-être le jour est-il arrivé de fonder un véritable parti national qui ait confiance dans le Canada, dans son peuple, et qui soit prêt à travailler pour la nation et non pour les corporations. Si nous voulons assurer la véritable grandeur de notre pays, si nous voulons rendre justice à nous-mêmes, il nous faut faire servir directement les ressources du Canada et les deniers publics au bien-être du peuple lui-même, et non à la richesse de certains particuliers et des grands monopoles qui oppriment notre population. Il est temps que cela finisse et vous constaterez ce fait, si vous parcourez le pays. L'opposition actuelle s'est prononcée en faveur de la nationalisation de l'Intercolonial et de son prolongement.

La population du Nord-Ouest reconnaît qu'on ne peut résoudre la question des moyens de transport, si l'on n'agit pas suivant des principes nationaux; c'est là ce que tout notre peuple admet, ce que j'ai cru depuis quelques années, et ce que je crois encore. L'idée fait son chemin et le nombre de ses partisans augmente de jour en jour. Ayons un tarif national, un système national de moyens de transport, maintenons l'intégrité du Canada sur ce continent de l'Amérique septentrionale. Ce sont ces propositions nationales que le peuple canadien approuvera. Tels sont les principes que j'ai invoqués dans mon comté et dans ma province, et le peuple a répondu: Il n'élira que les hommes qui discutent les questions publiques, en se plaçant à ce point de vue. On ne peut plus se servir des anciennes théories, car le pays n'en veut plus. Il sait enfin que, jusqu'à présent, les gouvernements et les partis, au